

Présentation des finances des régions

Les régions françaises ont dépensé en 2003 14,7 milliards d'euros, soit 1% du PIB français et un peu moins de 10% des dépenses totales des collectivités locales (contre 25% pour les départements et 65% pour les communes et leurs groupements).

Ce montant représente une moyenne de 244 euros de dépense par habitant. Les régions d'outre-mer (ROM) et la Corse sont caractérisées par une intensité de dépenses plus forte s'élevant à 557 euros par habitant en moyenne pour les ROM et à 1539 pour la Corse, tandis que les régions de métropole (hors Corse) réalisent une moyenne de dépenses s'échelonnant entre 200 et 308 euros par habitant.

Le poids relatif des régions françaises dans

l'ensemble des finances publiques tend cependant à s'accroître avec les transferts de compétences de l'Etat vers les régions : après la généralisation du transfert de compétence en matière de transport ferroviaire régional de voyageur en 2002, l'année 2003 est marquée par une nouvelle extension des attributions de formation professionnelle de régions. En effet, la loi « Démocratie de proximité » de février 2002 leur a transféré la charge de l'indemnité versée aux employeurs d'apprentis. C'est pourquoi la progression rapide des dépenses constatée en 2002 (+18,6%) se poursuit en 2003, à un rythme moindre toutefois (+7,3%). Les dépenses définitives d'investissement progressent plus vite que celles de fonctionnement (+9,0% et +5,9% respectivement).

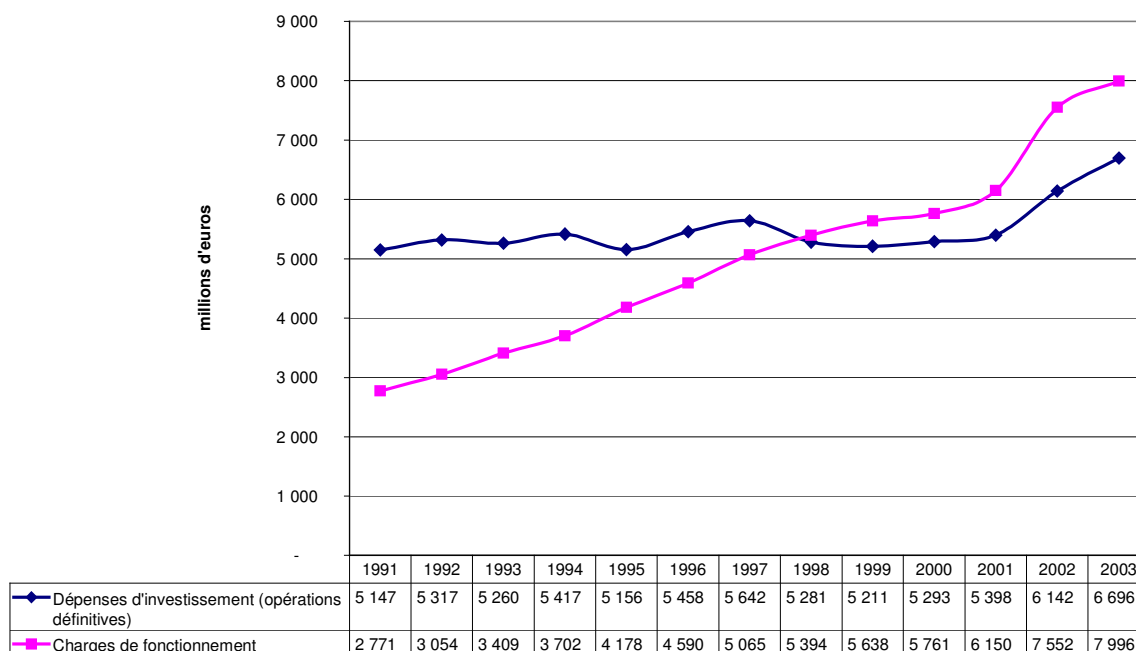
Intensité de la dépense par région

Région	Dépenses totales* en euros par habitant	Population**	Dépenses totales* en millions d'euros
CORSE	1 539	260 196	401
GUADELOUPE	748	422 496	316
GUYANE	538	157 213	85
MARTINIQUE	520	381 427	199
REUNION	466	706 300	329
LIMOUSIN	308	710 939	219
NORMANDIE(BASSE-)	270	1 422 193	384
CHAMPAGNE-ARDENNE	265	1 342 363	356
ALSACE	261	1 734 145	452
MIDI-PYRENEES	255	2 551 687	650
FRANCHE-COMTE	254	1 117 059	283
AUVERGNE	249	1 308 878	326
PICARDIE	248	1 857 834	461
POITOU-CHARENTES	245	1 640 068	402
NORD-PAS-DE-CALAIS	244	3 996 588	974
CENTRE	240	2 440 329	586
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	230	4 506 151	1 037
RHONE-ALPES	228	5 645 407	1 285
LORRAINE	223	2 310 376	515
NORMANDIE(HAUTE-)	221	1 780 192	394
LANGUEDOC-ROUSSILLON	219	2 295 648	502
BRETAGNE	214	2 906 197	621
ILE-DE-FRANCE	212	10 952 011	2 318
PAYS DE LA LOIRE	210	3 222 061	678
AQUITAINE	206	2 908 359	598
BOURGOGNE	200	1 610 067	321
METROPOLE	235	58 518 748	13 764
REGIONS D'OUTRE-MER	557	1 667 436	928
TOUTES REGIONS	244	60 186 184	14 692

* opérations définitives (hors remboursements d'emprunts et octrois de prêts)

** source : recensement 1999 de l'INSEE

Evolution en valeur des dépenses des régions



Les nouvelles compétences tendent à modifier la structure du budget des régions. En 1991, les dépenses des régions étaient consacrées à 65% à l'investissement, contre 46% en 2003. Au rôle initialement assigné à la région d'équiper le territoire en structures éducatives ou de transports s'adjoint un rôle de gestionnaire de services publics de plus en plus important. La part de l'investissement dans le total des dépenses des régions reste toutefois à un niveau supérieur à celui des communes (25%) ou des départements (28%).

Ce constat n'est cependant pas valable pour les régions d'outre-mer : les dépenses de ces régions sont non seulement spécifiques dans leur intensité mais aussi dans leur structure, puisque le budget des ROM reste majoritairement un budget d'investissement (56% de leurs dépenses sont des dépenses d'investissement). L'Île-de-France est dans le même cas avec 54% de ses dépenses consacrées à l'investissement. Au contraire la part de l'investissement dans le budget de la Corse est inférieure à la moyenne continentale avec 27% des dépenses totales consacrées à l'investissement.

Les spécificités financières de la Corse, des régions d'Outre-mer et de l'Île-de-France s'expliquent par des compétences plus étendues pour ces collectivités que pour les autres régions de métropole. Par exemple, en plus de la compétence relative à l'entretien et à l'équipement des lycées, la Corse est également chargée de la même attribution pour les collèges. Les régions d'outre-mer sont chargées de l'entretien du réseau routier de leur

territoire. La région Île-de-France dispose d'une compétence générale en matière de transports en commun (et pas seulement en matière de transport ferroviaire).

L'analyse des comptes agrégés des régions s'appuie sur la démarche suivante :

- 1) La première partie consiste en une analyse des flux financiers. Cette analyse s'effectue en flux réels : seuls les dépenses et recettes se traduisant *in fine* par un décaissement ou un encaissement sont pris en compte (par exemple les dotations aux amortissements ne sont pas des charges réelles). Elle se décompose en deux temps :
 - étude de la formation de l'autofinancement (CAF) par l'étude de la section de fonctionnement
 - étude du financement des investissements (section d'investissement)

Le solde permettant de mesurer l'impact des flux financiers de l'année sur le patrimoine est l'excédent (ou le déficit) financier global.

- 2) L'étude du patrimoine dans une optique financière constitue la deuxième partie. Dans un premier temps est analysée l'incidence des opérations de l'année sur la dette et le fonds de roulement. Puis une étude plus détaillée du bilan fonctionnel permet de connaître comment la variation du fonds de roulement résultant de l'équilibre financier s'est matérialisée dans le patrimoine de la collectivité.